



Face aux politiques de **casse et d'austérité**, élevons le **rapport de force** et inscrivons-le **dans la durée dès le 5 décembre !**

14 novembre, 5 décembre : face aux politiques de casse et d'austérité, élevons le rapport de force et inscrivons-le dans la durée !

Le 14 novembre, après 9 mois de lutttes et de mobilisations, près d'un agent sur 4 était en grève. Plusieurs milliers d'entre eux étaient présents à la deuxième manifestation nationale de l'année à Paris. D'autres battaient le pavé dans de nombreux départements.

La votation organisée par l'intersyndicale nationale démontre un rejet massif de cette réforme. **Les résultats des premières remontées sont sans appel : en moyenne, 95% des votants rejettent le plan Darmanin !**

Le Gouvernement et la Direction générale montrent depuis plusieurs semaines des signes de fébrilité. Comme sur d'autres sujets, sur le NRP, ils reculent et ils repoussent des décisions. Ils modifient leurs projets sans pour autant en revoir les principes pour tenter d'emporter l'adhésion des agents et des élus. La DG avance ainsi ses pions et est prête à tout, y compris à des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient pour vendre et mettre en œuvre son plan de restructurations et ses réformes anti-services publics.

Dès le 5 décembre, l'ensemble des personnels du public comme du privé sont appelés à se mobiliser contre le projet de réforme de retraite Delevoye.

Pour les sauver (disent-ils) il faudrait accepter un nouveau système qui conduirait à gagner moins tout en travaillant encore plus longtemps !

Le projet de retraites par points du gouvernement s'attaque en effet aux retraites de l'ensemble des salariés : les régimes spéciaux comme le régime général sont ciblés. En imposant une « **règle d'or** » qui limite la part des pensions à 14 % du PIB combinée à la forte progression à venir du nombre de retraités, chacun comprendra facilement que le nouveau système n'a pour unique objectif la baisse du niveau des pensions.

Les différentes simulations réalisées sur la base du rapport Delevoye prévoient en effet des baisses de 200, 400, 600 € par mois selon les situations ! Ce n'est pas admissible !

Cette mobilisation unitaire ne s'oppose pas aux mobilisations catégorielles, bien au contraire. Toutes les mobilisations doivent être construites pour élever le rapport de force et l'inscrire dans la durée. Service public, Missions, Effectifs, Pouvoir d'achat, Retraite : tous ces enjeux revendicatifs sont d'une importance capitale et doivent être menés de front !

Pour l'ensemble de ces raisons, et dans la poursuite de la mobilisation engagée à la DGFIP depuis des mois, soyons massivement en grève À PARTIR DU 5 DÉCEMBRE !

Réunissons-nous en assemblées générales pour débattre et voter sur la reconduction de la grève, pour l'abandon du projet Macron-Delevoye sur les retraites et généraliser la mobilisation à la DGFIP pour l'abandon définitif du plan DARMANIN !